

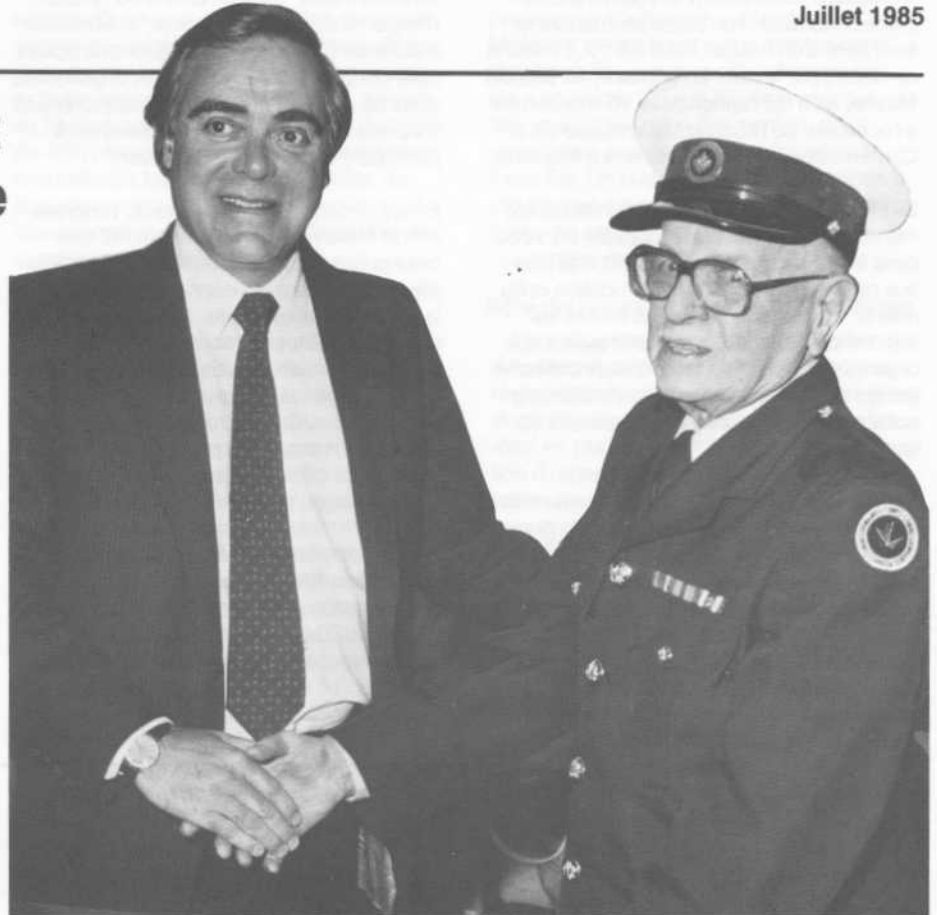
Juillet 1985

Le sergent Belot prend sa retraite

Après 10 ans de service comme commissionnaire à l'Administration centrale du Ministère, le sergent **Percy Belot** nous a quittés le 11 mai pour une retraite bien méritée.

Né à Ottawa en 1895, le sergent Belot a servi dans le Corps des transmissions en Angleterre et en France durant la Première Guerre mondiale. Après une carrière de 35 ans dans l'entreprise privée, il a joint en 1959 le Corps canadien des commissionnaires, dans lequel il a œuvré pendant 26 ans.

Le 7 mai, la veille de son 90^e anniversaire de naissance, le sergent Belot s'est vu remettre un certificat du Gouverneur général Jeanne Sauvé, ainsi qu'une lettre de félicitations signée par le Premier ministre Brian Mulroney, à l'occasion d'une cérémonie spéciale à laquelle participaient le ministre Marcel Masse, M^{me} Belot et un groupe de confrères du Corps. Il a également reçu des plaques commémoratives du gouvernement de l'Ontario, du ministère des Communications et du Corps canadien des commissionnaires.



Félicitations, Percy, de la part de tous vos amis du Ministère !

Le Ministre, M. Marcel Masse, félicite le sergent Percy Belot lors de la cérémonie d'adieu organisée en son honneur.



M. Michael Binder, sous-ministre adjoint aux Finances.

Michael Binder se joint au MDC

Le nouveau sous-ministre adjoint aux Finances, **Michael Binder**, s'est joint au Ministère le 1^{er} mai dernier.

Titulaire d'un baccalauréat en mathématiques-physique de l'Université Sir George Williams de Montréal, M. Binder détient également une maîtrise et un doctorat en physique de l'Université de l'Alberta.

Entré à la Fonction publique en 1971, il a œuvré successivement au Centre de recher-

ches pour la défense, au ministère d'État aux affaires urbaines et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, où il a occupé divers postes, y compris ceux de directeur de l'Administration et de la coordination de la recherche et de directeur de la Vérification des opérations. En 1981, il a accepté de diriger la section des Opérations ministérielles auprès de la Direction générale de l'évaluation des programmes du Bureau du contrôleur général. Le personnel du Ministère souhaite la bienvenue à M. Binder.



Le Programme d'initiatives culturelles devient permanent

Bonne nouvelle pour la communauté culturelle canadienne : le Programme d'initiatives culturelles (PIC) du Ministère jouira désormais d'un statut permanent et sera doté d'un budget initial de 17,3 millions de dollars par année. Le Ministre, **M. Marcel Masse**, en a fait l'annonce le 15 mai dernier à l'occasion de l'assemblée annuelle de la Conférence canadienne des arts à Montréal.

Le Programme d'initiatives culturelles a été mis sur pied en 1980 et renouvelé en 1983 dans le but de fournir un support financier aux organismes canadiens à vocation culturelle et à but non lucratif dans toutes les régions du Canada. Il s'adresse autant aux organismes professionnels qu'aux collectivités qui veulent améliorer leurs installations culturelles et favoriser le rayonnement de leurs activités.

Depuis sa création, le Programme a permis le versement de plus de 800 contributions et subventions représentant quelque 56 millions de dollars. Parmi les organismes qui ont pu bénéficier d'un octroi, on retrouve notamment les Contemporary Dancers of Canada qui ont reçu des crédits de l'ordre de 65 000 \$ pour l'organisation d'un festival de danse, ainsi que le Centre canadien

d'architecture, de Montréal, à qui le ministère des Communications a versé 4 millions de dollars pour venir en aide à son projet d'expansion; plus récemment, le Ministère a accordé des fonds de 2 millions de dollars pour permettre à des artistes et organismes culturels canadiens d'effectuer des tournées à travers le Canada avant ou après avoir participé à Expo 86 à Vancouver.

En annonçant la permanence du Programme, le Ministre a également affirmé que celui-ci fera l'objet d'une révision complète afin qu'il puisse mieux servir les intérêts de la communauté culturelle. M. Masse a ajouté que le PIC, en plus d'entraîner la création d'emplois, constitue plus que jamais un élément précieux pour doter nos artistes et nos créateurs des instruments dont ils ont besoin pour assurer la plus grande diffusion possible de notre culture, tant au Canada qu'à l'étranger.

Sept employés du Ministère, sous la direction de **Don Stephenson**, sont présentement affectés au Programme d'initiatives culturelles. On prévoit que trois autres personnes joindront bientôt cette équipe.



Jean-Claude Bouchard (à gauche) et Yves Lavallée (à droite) remettent une prime à l'initiative à Jacqueline Chénier.

Une autre bonne idée

Jacqueline Chénier, qui occupe un poste d'adjointe à la dotation au sein de l'administration centrale, vient de se mériter une prime à l'initiative. M^{me} Chénier a proposé que l'on se serve de cartes détachables pour accuser réception des demandes des candidats aux concours.

L'emploi de ces cartes par six adjoints en dotation permettra vraisemblablement d'économiser le tiers d'une année-personne, car il ne sera plus nécessaire de rédiger des accusés de réception et de les faire signer par les agents de dotation.

Félicitations, M^{me} Chénier ! Votre idée a été adoptée par le personnel des bureaux régionaux de l'Atlantique, de l'Ontario et du Centre.

Le Ministère accueille 33 « étudiants-coop » pour l'été

Cette année, 33 étudiants ont été engagés par le Ministère pour l'été dans le cadre du système d'enseignement dit « coopératif » de divers universités et collèges canadiens. Ces étudiants âgés de 20 à 25 ans ont joint les rangs du Ministère au début de mai et y resteront jusqu'à la mi-août. Environ 60 p. 100 d'entre eux ont été affectés au Centre de recherches sur les communications.

Le système coopératif, considéré par plusieurs comme étant très progressiste, a pour principe de combiner aux cours théoriques universitaires des sessions de travail dans des entreprises du secteur privé ou des organismes gouvernementaux. Un programme d'études du système coopératif comprend de trois à quatre stages de 15 à 17 semaines répartis sur une période de trois ans et demi, soit un peu plus qu'un cours normal.

En plus de leur fournir une formation pratique dans le métier qu'ils exerceront plus tard, le système coopératif offre aussi aux étudiants la chance de financer leurs études universitaires. Le finissant d'un programme du système coopératif se présente donc sur le marché du travail au terme de ses années universitaires avec 12 à 16 mois d'expérience et moins de dettes, selon le cas. Il peut parfois même se voir offrir un travail à la fin de ses études par l'employeur qui l'a accueilli pour un stage.

Au Ministère, 18 des étudiants en poste suivent un cours de génie. Les autres étudiants en informatique, en sciences appliquées, en économie, en études françaises et dans différents autres programmes. Parmi eux, 14 proviennent de l'Université de Waterloo, 4 de l'Université de Sherbrooke, 4 de l'Université d'Ottawa, et 3 sont de l'Université de Victoria, en Colombie-Britannique.

L'agent de liaison des étudiants-coop au Ministère, **Rachel Laberge**, explique que beaucoup de gestionnaires aiment engager une telle main-d'œuvre pour les développements les plus récents et les idées neuves qu'elle apporte, surtout dans les domaines scientifiques. « En retour, les employeurs contribuent à la formation professionnelle de ces étudiants », ajoute-t-elle.

Le Ministère accueillera une série d'une trentaine de nouveaux étudiants en septembre pour une autre période de quatre mois. Certains stagiaires travaillant présentement au Ministère reviendront par ailleurs compléter un deuxième stage en janvier prochain.

Le MDC et Expo 86

À l'occasion de son centenaire en 1986, Vancouver sera l'hôte d'Expo 86, une exposition mondiale portant sur les transports et les communications.

Expo 86 sera la première exposition internationale présentée sur deux sites. Le site principal, le long des quais du centre-ville de Vancouver (False Creek), contiendra un riche éventail de pavillons et de kiosques où seront présentées la technologie, la culture et la gastronomie de plus de 40 pays, des provinces et des territoires canadiens ainsi que de plusieurs états américains. Les dernières techniques relativement au transport et aux communications des sociétés multinationales et nationales y seront également exposées.

Canada Place

À 1,2 km du site principal au nord du centre-ville, le pavillon canadien sera situé au cœur de Canada Place, complexe imposant offert par le gouvernement du Canada à la ville de Vancouver pour marquer son Centenaire. Canada Place comprendra un Palais des congrès et du commerce, un centre du commerce international, un hôtel de 500 chambres et un débarcadère pour navires de croisière. Par sa toiture d'avant-garde en forme de voiles, ses ponts et passerelles et ses tours-cheminées, Canada Place ressemblera à un gigantesque paquebot qui s'avance dans le Pacifique. On y trouvera le pavillon-étoile d'Expo 86.

Les deux sites seront reliés par un système de transport sur rails conçu au Canada, et qui permettra d'effectuer le trajet en 4 minutes. À Expo 86, les visiteurs pourront aussi se déplacer par taxis maritimes, aéroglisseurs, trottoirs roulants et tramways aériens.

Conception d'artiste de Canada Place à l'anse Burrard de Vancouver

Le Pavillon du Canada

Le Pavillon du Canada offrira au public tout un panorama du Canada et de ses citoyens : inventeurs et idéologues, aquanauts et astronautes, technologues et artistes. De plus, les secrets des communications seront dévoilés sur écrans multiples, et on pourra aussi visiter le premier cinéma multidimensionnel IMAX au monde. Ailleurs au pavillon, un studio-théâtre d'une capacité de 350 places et un amphithéâtre extérieur accueilleront les meilleurs interprètes de jazz, de musique « country », populaire et classique ainsi que des comédiens, mimes et artistes polyvalents.

Le rôle du MDC

Le ministère des Communications et Transports Canada sont les chefs de file de la participation du gouvernement à Expo 86. À l'administration centrale à Ottawa, le MDC a établi un bureau des projets sous la direction d'Élisabeth Châtillon, qui est secondée par Louise Singer, administratrice, et Teddy Paul, conseiller technique détaché par le Musée des sciences et de la technologie. Le bureau a soumis plusieurs projets de kiosques innovateurs représentant les réalisations du Canada dans le domaine de la technologie des communications et il contribue à l'élaboration d'un programme de représentations culturelles et de spectacles de 5,8 millions de dollars, qui mettra en vedette des artistes canadiens de toutes les régions et disciplines. En outre, il collabore à définir les exigences pour un système d'information et de communication qui sera installé à Canada Place.

Le programme culturel d'Expo 86

Le Ministère dispose de 1,5 million de dollars pour offrir de l'aide aux grandes compagnies canadiennes qui participeront au Festival mondial des arts de la scène d'Expo organisé par la société provinciale Expo 86 et parrainé par la Banque Royale.

Une somme de 0,5 million de dollars a également été allouée aux groupes culturels de Vancouver qui prendront part aux célébrations du Centenaire de la ville. De plus, près de 2 millions de dollars provenant du Programme d'initiatives culturelles (PIC) du Ministère permettront à des artistes canadiens et à des groupes officiellement invités à participer à Expo 86 de présenter des spectacles dans des centres canadiens avant ou après leur participation à Expo 86. Un budget total de 9,8 millions a été réservé au programme culturel financé par le gouvernement du Canada en vue de l'Exposition mondiale.

Rôle du bureau régional du Pacifique

Pour répondre aux nombreuses demandes de services durant l'Exposition, le bureau régional du Pacifique du MDC prendra les dispositions nécessaires pour assurer la mise en place des services de communication d'urgence, et se chargera de la coordination des fréquences radio additionnelles.

Possibilités de commercialisation

Expo 86 offrira une occasion importante de commercialiser la technologie des communications au Canada.

Des réunions d'information sont organisées par tous les bureaux régionaux du MDC pour attirer l'attention des sociétés canadiennes sur ces possibilités commerciales. En outre, la préparation d'un répertoire des entreprises canadiennes est en cours; celui-ci sera distribué au Canada et partout dans le monde afin d'assurer la promotion des produits et du savoir-faire canadiens.



Le Centre de breffage : à la fine pointe des télécommunications

Depuis son inauguration en mai 1984, le Centre de breffage du Ministère, situé au 2^e étage de l'immeuble de l'administration centrale, n'a cessé de développer son système intégré de télécommunications. Après un an de service, les résultats sont concluants : on l'utilise pour des vidéoconférences entre le personnel de la capitale et celui des régions, de même qu'entre des représentants du Ministère et leurs homologues provinciaux; on s'en est même servi comme principal centre d'information au Canada lors de la mission spatiale de Marc Garneau.

Le système intégré du Centre de breffage offre toute une gamme de possibilités en ce qui a trait à la communication, tant au pays qu'à l'échelle internationale. On peut y émettre et recevoir des signaux audio, vidéo et alphanumériques par le moyen de relais micro-ondes terrestres et par les satellites de télécommunications. En plus des vidéoconférences, ce système à la fine pointe de la technologie des télécommunications comprend un service d'audioconférence et un ordinateur qui permet d'avoir accès aux banques de données

canadiennes et étrangères. Le Centre de breffage est donc un endroit idéal pour la communication de groupe.

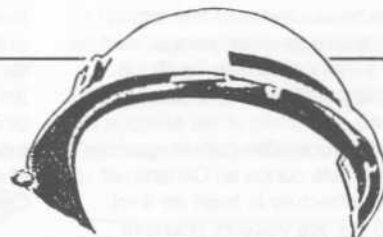
Le système de vidéoconférence, entre autres, permet d'établir un contact à la fois auditif et visuel entre deux groupes. Alliant le geste à la parole, ce moyen de télécommunication facilite l'échange d'informations en recréant de façon presque réelle une communication interpersonnelle.

Le Centre de breffage peut recevoir une trentaine de personnes. Ses supports techniques comprennent un écran géant de rétro-projection de 1,9 par 1,2 m, des équipements téléphonique, magnétoscopique et de projection, ainsi que des terminaux Télidon et de bureautique. Grâce à ses atouts et ses dimensions, il est souvent employé pour les démonstrations des systèmes canadiens de bureautique, présentées par le moyen du vidéotex et du graphisme informatisé. Les réunions et les sessions de breffage qu'on y tient peuvent également être rehaussées par les présentations vidéotex ou audio-visuelles sur écran géant.

Doté d'un tel système, le Centre de breffage est fin prêt pour sa prochaine étape : l'établissement d'un réseau complexe de télécommunications entre le Ministère, le CRC et le Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT). Ce réseau, installé en permanence et en liaison directe entre les trois organismes, pourrait bientôt faire partie d'un système de vidéoconférence qui couvrirait l'ensemble du gouvernement. Le Centre de breffage constituera donc un moyen puissant pour communiquer les nouvelles technologies des télécommunications à un vaste auditoire : aux fonctionnaires du Ministère et des autres ministères, et éventuellement aux représentants des médias, aux délégations étrangères et à l'industrie privée.

Pour obtenir plus de renseignements à propos du Centre de breffage, veuillez contacter les services de télécommunications au 990-1910, à l'administration centrale.

Chronique du casque jaune



Chaque année, les blessures résultant des accidents du travail font perdre aux travailleurs canadiens un plus grand nombre d'heures ouvrables que les grèves et tout l'éventail des autres causes d'absentéisme réunies. Or, les absences pour cause d'accident sont très onéreuses : leur coût global atteint dans bien des cas de sept à huit fois la valeur de la rémunération de l'employé concerné.

Il y a moyen de prévenir les accidents et les blessures en milieu de travail. *Communications Express* s'efforcera de sensibiliser les employés à quelques-uns des dangers les plus usuels qui menacent l'hygiène et la sécurité au travail, en publiant une « Chronique du casque jaune ».

Alerte aux classeurs !

L'utilisation des classeurs dans les bureaux, en particulier les classeurs latéraux, comporte certains dangers.

Toutefois, si l'on prend soin d'observer les consignes ci-après, on évitera bien des incidents fâcheux :

- répartir également la charge des tiroirs, en prenant soin de déposer en premier lieu la charge la plus lourde dans les tiroirs inférieurs;
- veiller à ce que les classeurs reposent de niveau sur le plancher, de façon que les tiroirs se ferment automatiquement et n'obstruent pas le passage;
- ne jamais forcer les tiroirs ni en ouvrir deux à la fois; la plupart des modèles de classeurs comportent un dispositif de blocage de sécurité intégré qui empêche l'utilisateur de déplacer le centre de

gravité vers l'avant et de faire basculer le meuble;

- ne jamais superposer les classeurs;
- faire inspecter les classeurs défectueux par des employés compétents et les faire réparer ou mettre au rancart au plus tôt, de façon à éliminer les risques.

En cas de problème réel ou éventuel, n'hésitez pas à communiquer avec les coordonnateurs de la sécurité de l'administration centrale, des bureaux régionaux ou avec le personnel des services administratifs. On peut en outre contacter l'agent de sécurité du Ministère, **Larry Ormsbee**, au 990-4229, pour obtenir conseils et renseignements ou signaler tout danger pour l'hygiène et la sécurité au travail.

La sécurité, ça se travaille !

Bonjour et au revoir

Administration centrale

Le 26 avril, **Robert Giroux**, qui était le sous-ministre adjoint aux Finances, a quitté le Ministère pour se joindre au Secrétariat d'État où il assume les fonctions de sous-secrétaire d'État adjoint, Pratique de gestion. Il est remplacé par **Michael Binder**, anciennement du Bureau du contrôleur général.

Patricia Dumas, adjointe spéciale du sous-ministre adjoint principal, a été nommée au Cabinet du ministre à titre d'attachée de presse de M. Masse. **Claude Majeau**, adjoint spécial (Affaires ministérielles) au Cabinet de M. Masse, vient d'accepter les fonctions d'adjoint spécial du sous-ministre adjoint principal.

À la DGIR, **Robert Tritt** a été confirmé directeur des Arrangements internationaux, et **Jean-Marc Chouinard**, qui était au CRTC, a été affecté à la Section du développement international en mars dernier.

Gérard Desroches, auparavant rédacteur-réviseur au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, est devenu rédacteur de discours à la DGIS à la mi-mars.

La DGIS perd également deux de ses plus précieux collaborateurs : **Philip Kinsman**, directeur des Affaires publiques, a accepté un poste d'analyste de la politique des communications au Secrétariat des communications du Bureau du Conseil privé. Avant d'entrer à la Direction de l'information en 1981, Philip a été rédacteur et réviseur à la pige, de même que journaliste à l'emploi des quotidiens *The Citizen* et *The Ottawa Journal*. Pour sa part, **Jackie Smith**, directrice des Publications et des services de création, a quitté le Ministère pour devenir associée dans une entreprise de conception graphique. Après avoir travaillé pendant plusieurs années au Royaume-Uni, Jackie a été administratrice publicitaire à Toronto. Depuis son arrivée à la DGIS en 1972, Jackie a collaboré à la conception et à la production de presque toutes les publications et œuvres de promotion du Ministère destinées au grand public. Les amis et collègues de Jackie et de Philip se sont réunis le 27 mai pour leur faire leurs adieux et leur souhaiter du succès dans leurs nouvelles entreprises. Bonne chance à tous les deux !

Au secteur de la Gestion du spectre, **Ron Begley** a été confirmé directeur des Règlements de radiodiffusion. En juin, la Direction des opérations de gestion du spectre a accueilli deux analystes des politiques de réglementation : **Kenneth Godfrey**, autrefois analyste des politiques au sein de la Division de la politique de la réglementation



Jackie Smith et Philip Kinsman

de la DGBP, et **Allan Collier**, ancien agent principal d'évaluation au sein de la Direction générale de la politique et de la planification d'Environnement Canada.

Antoinette Pilon, auparavant adjointe administrative du sous-ministre adjoint (Affaires culturelles), assume par intérim les fonctions d'adjointe administrative du directeur général de la Politique et des programmes culturels. Elle remplace **Anne Séguin**, qui a été mutée à la Direction générale des arts et du patrimoine comme analyste des politiques, à titre intérimaire.

Depuis le 15 avril, **Jean-Claude Bouchard**, directeur du Contrôle et de la coordination de la planification à la DGPA, assume par intérim la direction des Ressources humaines.

Le 14 juin dernier, les amis et collègues de **Christiane Laliberté** se sont rassemblés pour lui dire au revoir. Christiane, précédemment chef de cabinet du sous-ministre adjoint, Technologie et industrie, est maintenant affectée au Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT) à Laval comme gestionnaire à la collaboration externe. Entrée au Ministère en 1976, elle a travaillé comme agent de programme à la Direction des langues officielles et au Programme de recherches universitaires du secteur de la Recherche avant de se joindre au cabinet du sous-ministre adjoint. Meilleurs vœux de succès, Christiane !

Région de l'Atlantique

La région accueille trois nouveaux stagiaires en inspection radio dans le cadre du programme de recrutement du groupe de l'électronique; ce sont **Jeffrey Butt**, **David Bouzaine** et **Kenneth Sutton**. MM. Butt et Bouzaine sont affectés à Saint-Jean (Terre-Neuve) et M. Sutton à Charlottetown.

Richard Lawlor, des Télécommunications CN-CP, a été nommé à la mi-mai conseiller en télécommunications à l'ATG.

Région du Québec

À la mi-février, **Michèle Guay**, qui était au ministère des Communications du Québec, a accepté le poste de directrice de la Recherche et du développement organisationnels du CCRIT de Laval. **Honoré Gagné**, agent des normes de contrôle du spectre au bureau de la région de Québec, a pris sa retraite le 23 mars dernier après 27 ans de service dans la Fonction publique, dont 16 à l'emploi du MDC.

Région de l'Ontario

John Leonardelli, du Canadian Telecommunications Group, s'est joint au Ministère à titre d'agent de développement des systèmes de l'ATG. **Jim Purves**, conseiller en systèmes du bureau régional, a quitté le Ministère pour entreprendre de nouvelles fonctions à Agriculture Canada.

Après 32 ans de service dans la Fonction publique, **Samuel McWhirter**, technologue des services à micro-ondes, a pris sa retraite. Il a été radiotéléphoniste dans la marine marchande et le premier employé de la Région de l'Ontario à être affecté au programme décentralisé de délivrance des licences de systèmes à micro-ondes. Samuel et son épouse Olive, qui a pris sa retraite le même jour, comptent consacrer plus de temps à leurs loisirs préférés — le jardinage et les voyages.

Région du Pacifique

Le surintendant des opérations de l'ATG à Vancouver, **W. (Bill) Bachmann**, a pris sa retraite après 17 ans de service au Ministère. **Rose Louie**, à l'emploi du Ministère pendant plus de dix ans, a quitté la Section d'administration du bureau régional de Vancouver pour prendre sa retraite elle aussi. Nos meilleurs vœux les accompagnent !

Sur une note plus sombre, **Samuel Elliott**, agent des normes du bureau régional de Vancouver, est décédé le 23 avril dernier à l'âge de 54 ans. Il a été à l'emploi du Ministère pendant près de 11 ans. Avant d'œuvrer au Ministère, il a servi dans la Marine royale canadienne pendant plus de 23 ans et travaillé dans l'entreprise privée. Il laisse dans le deuil trois fils, deux filles et son épouse Dorothy, inspectrice radio au bureau de district de Vancouver.